



Le 21 septembre 2026

États-Unis : plein emploi et résilience de l'inflation, haro sur l'Intelligence Artificielle

Dernières tendances de l'économie américaine

Emploi et consommation soutiennent l'économie

Les statistiques de la première quinzaine de septembre confirment la bonne tenue de l'emploi, et de la consommation, mais aussi la résilience de l'inflation.

Le pays a ajouté 162 000 emplois en août, surtout dans la restauration et l'éducation, et la moyenne depuis le début de l'année est de 80 000 emplois par mois (contre 10 000 en 2025). Le taux de chômage est de 4,1 %, qui correspond pratiquement à une situation de plein emploi.

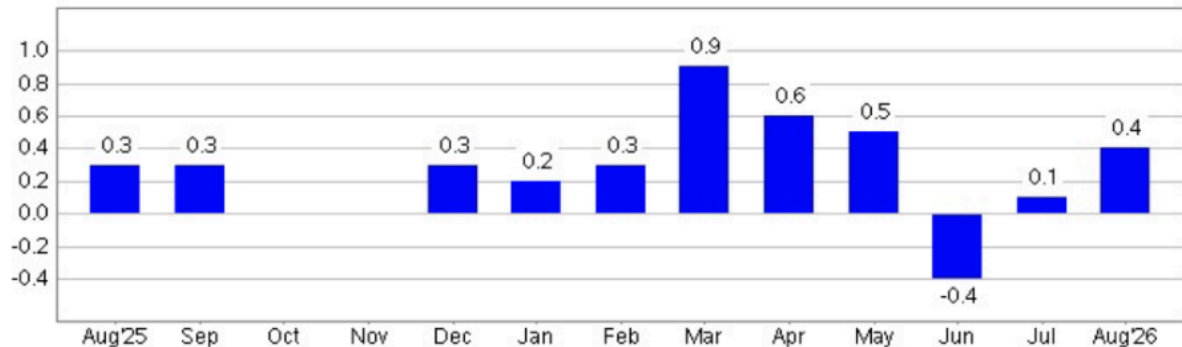
La consommation se porte bien aussi : les ventes au détail, qui avaient baissé de 0,5 % en juillet, ont augmenté de 1,2 % en août, pas seulement à cause de la hausse du prix de l'essence. Les ventes en ligne ont augmenté de 2,6 %, celles de matériel électronique de 1,6 %.

L'inflation reste préoccupante

Le Consumer Price Index a augmenté en août de 0,4 %, contre 0,3 % en juillet, tiré vers le haut par le prix de l'essence (+3,9%), et la hausse est de 3.4 % sur l'année. L'indice dit « core », sans compter l'énergie et l'inflation, augmente de 0,3 %, 2,4 % sur l'année.

Bureau of Labour Statistics

Chart 1. One-month percent change in CPI for All Urban Consumers (CPI-U), seasonally adjusted, Aug. 2025 - Aug. 2026
Percent change



Ce contraste explique les vues contradictoires des élites et de la majorité de la population sur l'économie

Cette double évolution explique la perspective en K de la population américaine : optimisme des élites financières et des dirigeants d'entreprises, pessimisme profond de la majorité de la population.

L'indice de la Business Roundtable, qui rassemble les 200 plus grosses entreprises, publié le 16 septembre, se situe à 94 points, 3 de plus qu'en août, au plus haut depuis plus de quatre ans et très supérieur à la moyenne historique (83). Les perspectives de ventes, d'investissements et de recrutement sont bonnes.

En fort contraste avec cette perspective, la moyenne de la population juge la situation mauvaise, que ce soit dans le sondage de l'Université du Michigan sur le sentiment du consommateur, qui enregistre des records à la baisse, les études de la Fed de New York, ou un sondage de Gallup, qui voit 45 % des sondés juger l'économie comme mauvaise et 19 % seulement la considérer comme bonne, voire excellente. Cet état de choses s'explique par plusieurs facteurs :

- Si le salaire horaire est en moyenne en hausse de 2,8 % depuis la fin de 2020, il n'a pas suivi le taux de l'inflation pour 34 % des salariés. Un peu plus de 10 % des salariés ont enregistré une baisse de 16 % du salaire réel.

- Les mesures de l'inflation n'incluent pas, par exemple, le taux des prêts immobiliers, qui ont doublé depuis 2020 : 7 % contre 3,5 %. Estimant qu'un achat immobilier nécessite un montant de 30 % du revenu moyen d'une famille, la Fed d'Atlanta calcule qu'il faut un revenu annuel de plus de 124 500 \$ (45 % supérieur au revenu moyen actuel). Autant dire que le rêve américain d'acheter un logement est de plus en plus hors d'atteinte pour la majorité du pays.
- Le taux moyen sur les cartes de crédit est aussi passé de moins de 15 % en 2022 à plus de 21 %.

La FED décide logiquement une hausse de son taux de référence

Dans ce contexte la décision de la Fed aujourd'hui prend tout son sens. Malgré l'insistance du Président Trump, qui poussait à la baisse des taux, le comité FOMC a décidé, à l'unanimité, une hausse de 25 points de base de son taux, qui est maintenant entre 3,75 et 4%. La banque centrale a la mission d'assurer le plein emploi et la maîtrise de l'inflation.

Son nouveau Président, nommé par Donald Trump, Kevin Warsh, avait fortement déçu après la réunion de juillet par l'ambiguïté de ses réponses, a cette fois souligné brièvement la solidité de l'économie et de l'emploi, premier élément du double mandat de la Fed, mais aussi la persistance de l'inflation, qui, depuis cinq ans, est supérieure au taux cible de 2 %. Et il a indiqué à plusieurs reprises que le contrôle de l'inflation bénéficiait le plus « à ceux et celles qui sont en situation précaire ».

Il a sans doute aggravé son cas en soulignant la détérioration de l'environnement géopolitique comme un facteur de la décision du comité, alors que c'est la décision d'attaquer l'Iran qui est la cause de cette détérioration.

L'IA, qui explique en partie la croissance américaine, est vouée aux gémonies

Ce n'est plus seulement à cause des dommages à l'environnement ou aux risques de hausse des factures d'électricité que la population est hostile à l'AI, mais à cause des risques existentiels créés par la technologie. Ces risques ont été soulignés par un cadre d'Anthropic, qui a démissionné en expliquant que la course entre son entreprise et OpenAI était un pari pris sur l'existence même de l'humanité. Cette alerte a été rapidement relayée par un message commun à Amodei (Anthropic), Altman (OpenAI) et

Musk (xAI), -qui d'ordinaire ne se serrent pas la main- pour ralentir les avancées dans ce domaine et éviter ainsi des risques existentiels.

C'est un des rares sujets sur lesquels les citoyens des deux bords, Républicains et Démocrates, sont d'accord. Un sondage de Politico indique que 63 % des Américains considèrent que l'IA représente un risque pour l'humanité, dont 17 % qui estiment que ce risque est inévitable. Il en faut plus pour émouvoir le Président, qui ne pourra éviter que le sujet devienne un enjeu de l'élection à mi-parcours, dans moins de deux mois.

Actualités de la politique commerciale américaine.

Relations avec la Chine

Le Secrétaire aux Transports, Sean Duffy, a attaqué Ford pour ses liens avec le producteur de batteries chinois CATL, et l'intention de l'entreprise de mettre en place des « joint-ventures » avec des sociétés chinoises aux US. Ford a rejeté les accusations et répété qu'il est le plus gros producteur automobile aux US.

Canada

Au cours d'un entretien en Irlande, où il assistait à un tournoi de golf sur ses « greens » (double raison peut-être d'une bonne humeur temporaire), le Président Trump a souhaité la réunification de l'Irlande, et souligné qu'un accord avec le Canada était possible. Les entreprises américaines le souhaitent : « Une détérioration supplémentaire de la relation économique avec le Canada, qui est vitale, ainsi qu'au cadre des échanges nordaméricains, l'USMCA, remettrait en cause l'optimisme de nos dirigeants », a souligné le patron de la Business Roundtable lors de la publication de son enquête trimestrielle.



Jean-François Boittin

Ancien diplomate et conseiller économique à l'Ambassade de France à Washington DC